

ARMÉE CANADIENNE—QUARTIERS GÉNÉRAUX—OFFICIERS ATTACHÉS À LA DIVISION DU MAÎTRE GÉNÉRAL DE L'ARTILLERIE

M. ROSS (Souris):

1. Depuis le commencement de la guerre, combien d'officiers ayant fait du service dans des unités stratégiques outre-mer ont été attachés à la division du maître général de l'artillerie au quartier général de la Défense nationale?

2. Combien y en a-t-il, à l'heure actuelle, dans cette division qui ont eu cette expérience?

3. Quels en sont les noms dans chaque cas?

MATÉRIEL DE GUERRE, OUTILLAGE ET USINES—PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LE CANADA

M. LaCROIX (Québec-Montmorency):

1. Le Gouvernement doit-il acheter de l'Angleterre les bombardiers des escadrilles canadiennes outre-mer?

2. Le Canada reçoit-il gratuitement les moteurs d'avions fabriqués en Angleterre et que nous ne construisons pas au Canada?

3. Les destroyers anglais qui ont été ajoutés à la flotte canadienne proviennent-ils de l'aide mutuelle anglaise, ou le Canada doit-il les payer?

4. L'armée canadienne outre-mer reçoit-elle gratuitement les vivres nécessaires ou doit-elle les acheter?

LOI DE MOBILISATION—POURSUITES INTENTÉES CONTRE LES RÉFRACTAIRES

M. DIEFENBAKER:

1. Combien de poursuites a-t-on intentées, par province ou par district militaire, contre les réfractaires à la loi de mobilisation des ressources nationales?

2. Combien de condamnations a-t-on obtenues?

PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR SERVICES JUDICIAIRES

M. BLACK (Cumberland):

1. Quels paiements ont été effectués ou autorisés, depuis le commencement de la guerre, par le ministère de la Justice, pour les services judiciaires rendus par les avocats suivants ou leur société judiciaire, en donnant l'objet de leur emploi: M. R. M. Fielding, C.R., M.A.L., avocat, de Halifax (Nouvelle-Ecosse); M. J. E. Rutledge, C.R., M.A.L. avocat de Halifax (N.-E.); M. J. W. Godfrey, C.R., avocat, de Halifax (N.-E.)?

2. Quels mémoires supplémentaires de frais ont été présentés et n'ont pas encore été acquittés?

3. Quelles instructions supplémentaires comportant des services judiciaires ont été données à chacun de ces avocats?

L'hon. M. ST-LAURENT: Le document est déposé.

CONSEIL DES PORTS NATIONAUX

M. DORION:

1. Le Gouvernement ou le Conseil des ports nationaux possède-t-il des entrepôts frigorifiques au pays? Dans l'affirmative, où sont-ils situés?

2. Quelle est la valeur de chacun d'eux?

3. Quelle est l'échelle des salaires payés aux employés de ces entrepôts frigorifiques?

DEFENCE COMMUNICATIONS LIMITED

M. BLACK (Cumberland):

1. Quand la Defence Communications Limited a-t-elle été formée par le Gouvernement?

2. Quels sont ceux que l'on a nommés comme gérant général, ingénieur en chef, ingénieur en chef adjoint et au personnel dirigeant?

3. Quels salaires reçoivent-ils, et quel a été le montant de leurs dépenses jusqu'à aujourd'hui?

4. Quels ont été les déboursés faits par chacun de ces membres du personnel dirigeant et par cette société à l'hôtel Lord Nelson, à Halifax (Nouvelle-Ecosse)?

SERVICES NATIONAUX DE GUERRE—DIVISION DES GROUPEMENTS NATIONAUX—LE PROFESSEUR WATSON KIRKCONNELL

M. ROSE:

1. Est-ce que le professeur Watson Kirkconnell, de l'université McMaster, fait partie de la division des groupements nationaux au ministère des Services nationaux de guerre?

2. Dans l'affirmative, depuis quand?

3. Quel traitement et quelle somme d'argent pour ses dépenses a-t-il reçus comme membre de cette division?

4. A-t-il jamais été au service de quelque autre ministère du Gouvernement?

5. Dans l'affirmative, à quel titre?

SECOURS-CHÔMAGE

M. HANSELL:

1. Quel a été le montant total des sommes d'argent que les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux ont dépensées en secours pendant chacune des années écoulées de 1930 à 1940 inclusivement?

2. Quelle a été, au cours de chacune de ces années, la contribution que le gouvernement fédéral a versée à chaque province pour cette dépense?

3. Considère-t-on que les provinces sont redevables de ces avances au gouvernement fédéral?

4. Dans l'affirmative, combien chaque province a-t-elle remboursé, et combien chacune doit-elle encore?

LOI DE MOBILISATION—NOMBRE D'HOMMES APPELÉS, ETC.

M. DIEFENBAKER:

1. Combien d'hommes, dans chaque division administrative, ont été appelés à l'examen médical en vertu de la loi de mobilisation des ressources nationales, depuis l'entrée en vigueur de cette loi jusqu'au 31 janvier 1944?

2. De ce nombre, combien ont été trouvés physiquement aptes?

3. De ceux qui ont été trouvés physiquement aptes, combien sont actuellement membres des forces armées a) pour servir en tous lieux, b) pour servir au Canada seulement?

• CANADIAN VICKERS LIMITED—CANADIAN BAYER COMPANY

M. COLDWELL:

1. Le Gouvernement a-t-il fait enquête sur les détenteurs des actions de la Canadian Vickers Limited, ainsi que sur les prétendus rapports de cette dernière compagnie avec la Losanac Lim-